

ACTUALITES SECTORIELLES AU ROYAUME-UNI

Climat, énergie, environnement, industrie, numérique, services professionnels, transport

SOMMAIRE

Fait Marquant

- La COP 26 est officiellement reportée à novembre 2021

Climat & énergie

- Le plus gros projet de ferme solaire jamais construit au RU
- La Haute Cour de Justice valide la construction de la plus grande centrale à gaz d'Europe

Industrie

- Nissan décide de maintenir ouverte son usine britannique de Sunderland
- Too big to fail ?
- Les concessionnaires automobiles pourront rouvrir à partir du 1^{er} juin
- Les constructeurs automobiles britanniques en très grande difficulté

Transport

- Bombardier pourrait être contraint de suspendre sa production sans une aide de l'Etat britannique
- EasyJet prévoit de réduire ses effectifs de 4500 emplois
- 283M£ de crédits supplémentaires en faveur des bus et des tramways

FAIT MARQUANT

La COP 26 est officiellement reportée à novembre 2021 – le bureau de la Conférence des Parties (COP) siégeant au sein de la Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement climatique (CCNUCC) a officiellement accepté la proposition de la Présidence britannique et de l'Italie (organisatrice de la Pré-Cop) visant à organiser la COP 26 [du 1^{er} au 12 novembre 2021](#). Dans un communiqué publié hier soir, le ministre de l'Économie, de l'Énergie et de la Stratégie industrielle et Président de la COP 26 Alok Sharma, a mentionné le processus de concertation avec l'ensemble des parties ayant mené au report de la COP 26, initialement prévue en novembre 2020 mais reportée en raison de l'épidémie de Covid-19 en cours. M. Sharma a indiqué que le travail de mobilisation de la communauté internationale continuait et avait pour ambition de renforcer d'ici les 18 prochains mois, l'action climatique, la résilience face au changement climatique parallèlement à une baisse des émissions. Le Président de la COP 26 a également mentionné les Présidences britannique et italienne des G7 et G20 en 2021 dont l'un des objectifs sera la consolidation d'une reprise économique verte (*clean resilient recovery*). Enfin, un groupe de 25 experts issus de 6 continents et travaillant dans plusieurs grands secteurs sera constitué dans le but de conseiller la Présidence britannique en amont de la COP. Ils seront réunis sous le nom « des amis de la COP » (*The Friends of COP*). La France a vocation à faire partie de ce groupe et pourra nommer un représentant aux côtés d'autres personnalités comme Selwin Hart, conseiller spécial du Secrétaire général des Nations-Unies sur le climat ou Eric Garcetti, maire de Los Angeles.

CLIMAT & ENERGIE

Le plus gros projet de ferme solaire jamais construit au RU devrait recevoir l'accord du Gouvernement via la publication d'un *development consent order* ce jeudi. D'un montant de 450M£, la ferme solaire située dans le Kent (Faversham) pourrait générer à partir de 2023 350 MW d'électricité grâce à l'installation de 880 000 panneaux photovoltaïques sur 364 hectares. La ferme serait capable d'alimenter 91 000 foyers et de réduire l'empreinte carbone britannique de 68 000 tonnes de CO₂ à l'année. Le village voisin de Graveney pourrait accueillir l'une des plus grandes installations de stockage d'électricité au monde. Ce projet qui ne bénéficiera pas de subventions publiques va renforcer le secteur de la production d'énergie solaire qui a vu un pic en avril de près de 9.28GW en avril. La décision du RU de réintégrer l'éolien terrestre et le solaire dans ses enchères conditionnant l'accès à des subventions publiques a été salué pour atteindre l'objectif de neutralité carbone d'ici 2050 grâce notamment à l'énergie solaire qui pourrait représenter 27GW de capacités d'ici 2030. Quelques inquiétudes s'élèvent toutefois parmi la société civile qui accusent le projet de ferme solaire de porter atteinte aux paysages ruraux et de créer un risque industriel concernant le projet de stockage d'électricité.

La Haute Cour de Justice valide la construction de la plus grande centrale à gaz d'Europe – La décision du Gouvernement britannique d'octobre 2019 visant à la construction d'une nouvelle centrale électrique au gaz a été jugée légale par la Haute Cour. Un appel a été formé contre cette décision. Les ministres avaient rejeté les objections des autorités chargées de la planification qui préconisaient de ne pas poursuivre le projet en raison de son impact sur les émissions du RU. Développée par Drax dans le North-Yorkshire et d'une

capacité de 3.6 GW, l'usine pourrait en effet représenter 75% des émissions du secteur de l'électricité britannique selon les avocats de ClientEarth (ONG ayant déjà infligé trois défaites au gouvernement en matière de lutte contre la pollution atmosphérique). Il s'agissait du premier grand projet sur lequel les autorités en charge de la planification se prononçaient négativement pour des impératifs liés au changement climatique. La porte-parole de Drax a déclaré que l'entreprise compenserait ses émissions par la capture et le stockage des émissions d'ici 2030. Les batailles juridiques relatives aux engagements juridiques du RU en matière d'écologie et de remise en cause de certains grands projets se multiplient. Déjà en avril, Transport Action Network avait lancé une action en justice pour tenter faire annuler le plan quinquennal d'Angleterre en matière d'investissements dans le réseau routier. Et en février dernier, une Cour d'Appel avait jugé illégal le projet d'extension d'Heathrow. Heathrow cherche depuis à renverser cette décision devant la Cour suprême.

INDUSTRIE

Nissan décide de maintenir ouverte son usine britannique de Sunderland – Nissan a annoncé qu'elle fermera son site de Barcelone en décembre 2020 – mettant en péril 2800 emplois en Espagne – mais qu'elle maintiendrait son usine de Sunderland (nord-est de l'Angleterre), l'une des plus importantes et productives usines du RU (6700 emplois). La fermeture de l'usine espagnole laisse ainsi le constructeur japonais sans usines automobiles situées en UE. Nissan ambitionne de réduire ses coûts de 2,3Md£ au niveau mondial et aspire plus particulièrement à « améliorer l'efficacité » de son usine britannique, dont la production devrait reprendre début juin. Alors que les syndicats britanniques appellent Nissan à clarifier les implications de cette restructuration en matière d'éventuelles suppressions d'emplois à Sunderland, l'entreprise a indiqué que l'Europe resterait « une partie importante de [ses] activités mondiales ». En vertu des annonces du 27 mai Renault assurera le chef-de-filât pour l'Europe, tandis que Nissan devrait se concentrer sur le Japon, l'Amérique du Nord et la Chine. Selon le *Financial Times*, Nissan et Renault envisageraient de produire deux modèles Renault à Sunderland. Le programme de réduction des coûts de Nissan intervient alors que l'épidémie de coronavirus a conduit le constructeur à enregistrer sa première perte annuelle en 11 ans. Les recettes ont en effet chuté de 14 % en glissement annuel au cours des 12 mois se terminant le 31 mars, entraînant une perte nette de 5,1 Md £. Nissan entend également réduire la gamme de modèles de voitures et de véhicules utilitaires légers disponibles – passant de 69 à 55 modèles et se concentrant sur les véhicules électriques – afin de réduire ses coûts.

Les concessionnaires automobiles pourront rouvrir à partir du 1^{er} juin – Le risque de transmission du virus étant considéré comme plus faible dans les espaces ouverts, le Premier Ministre britannique a annoncé que les marchés de plein air ainsi que les concessions d'automobiles pourront ouvrir dès lundi. Les autres établissements de vente « non essentiels » (commerces de proximité, grands magasins, centres commerciaux) pourront rouvrir à partir du 15 juin, à condition qu'ils puissent prouver qu'ils ont pris les mesures de sécurité sanitaire adéquates.

Too big to fail ? Le gouvernement étudierait un plan de sauvetage, nommé « *Project Birch* », qui consisterait à sauver en priorité les entreprises dont la faillite « endommagerait de façon disproportionnée l'économie » tant par leur secteur d'activité que par leur taille. L'idée est d'avoir une approche multisectorielle que ce soit par exemple, l'automobile, la sidérurgie,

l'aéronautique (services ou construction) ou le spatial. Virgin ou TataSteel ont de longue date démarché le gouvernement afin de bénéficier d'une aide. Le gouvernement privilégierait des prêts à travers les dispositifs déjà mis en place. Selon TheCityUK, les prêts garantis par le gouvernement pourraient atteindre 100 Md£ pendant la crise. Une prise de participation publique dans ces entreprises n'est pas, à ce stade, la piste privilégiée.

Les constructeurs automobiles britanniques en très grande difficulté – Jaguar Land Rover (propriété du groupe indien Tata) aurait demandé un soutien financier de 1Md£ auprès du gouvernement britannique. Certaines sources déclarent que le constructeur pourrait avoir besoin de 2Md£ mais ce chiffre a été démenti par l'entreprise. JLR, plus grand constructeur britannique, emploie 38 000 personnes au RU. Ses ventes ont chuté de 31% entre janvier et mars, le conduisant à mettre 18 000 employés en chômage partiel et à suspendre sa production (le confinement représenterait un coût de près de 1Md£ par mois). Son usine de Solihull a néanmoins partiellement rouvert la semaine dernière, avec une seule équipe de 2000 agents. Ses liquidités restantes s'élèveraient à 3,6Md£, avec 1,9Md£ de facilités bancaires non utilisées. Avec les difficultés du groupe Tata sur le marché indien, ses options de refinancement seraient très limitées. Des sources ont déclaré que JLR tentait de lever 400M£ auprès de la Bank of China, où elle possède une usine. De son côté, le gouvernement britannique envisagerait de devenir prêteur de dernier ressort auprès de sociétés jugées stratégiques et dont les faillites « endommageraient de façon disproportionnée l'économie », comme JLR. Le Trésor britannique pourrait également créer une « *bad bank* » (« Banque de défaisance ») pour prendre des participations au sein de ces sociétés en difficulté, conduisant ainsi l'État à en devenir actionnaire. Le constructeur automobile de luxe Aston Martin se serait vu refuser tout soutien du Gouvernement mais continuerait de demander un prêt de 20M£. De son côté, le constructeur de voitures de luxe et Formule 1 McLaren supprime 1200 emplois au RU (-25% de son personnel), alors que le calendrier des grands prix de Formule 1 est remis en question.

TRANSPORT

Bombardier pourrait être contraint de suspendre sa production sans une aide de l'État britannique – Bombardier, constructeur de matériels roulants employant 4 000 personnes en Grande-Bretagne, dont 2 000 dans son usine de Derby, aurait épuisé ses liquidités en raison du confinement et nécessiterait une intervention de l'État britannique afin d'être en mesure de poursuivre sa production. Bombardier appelle en effet à ce que la clause contractuelle prévoyant que l'entreprise s'acquitte de pénalités pour tout retard de livraison soit suspendue. Les pénalités dues aux opérateurs ferroviaires et à l'autorité organisatrice des transports de Londres s'élèvent à près de 20 M£ par mois. Bombardier a relancé la production au sein de son usine de Derby en avril, mais la distanciation physique implique un fonctionnement à 60% de ses capacités pré-crise. La réduction des effectifs et l'augmentation du travail par rotation auraient amoindri la productivité de l'usine, augmentant ainsi les coûts de production et générant des retards de livraison. Dans une lettre adressée au Trésor britannique, Bombardier avertit que, sans sursis, l'entreprise sera contrainte d'affecter des fonds normalement dédiés au paiement des salaires et aux frais de fonctionnement afin de s'acquitter des pénalités de retard. Alors que le secteur du transport ferroviaire a fait l'objet d'une quasi-nationalisation fin mars, Bombardier demande à ce que les paiements dus soient reportés jusqu'en septembre, lorsque les concessions ferroviaires et les risques d'exploitation seront de nouveau transférés aux opérateurs de transport. Le gouvernement britannique

pourrait exiger une relocalisation d'une partie de la chaîne de valeur de Bombardier comme condition à tout plan d'aide. Notamment, la production des châssis à roues, aujourd'hui fabriqués en Allemagne, pourrait être transférée vers l'usine britannique de Crewe, qui emploie 300 personnes et est actuellement en charge de la seule réparation des châssis.

EasyJet prévoit de réduire ses effectifs de 4500 emplois - Ceci représente 30% de ses effectifs dans huit pays à travers l'Europe. Elle doit lancer dans les prochains jours un processus de consultation avec son personnel qui s'annonce tonique : le syndicat des pilotes (BALPA) a pour son part parlé d'un « *kick in the teeth* ». A titre de comparaison, Ryanair a annoncé le licenciement de 15% de son personnel. En cumulé, les annonces de licenciements de Easyjet, Ryanair, British Airways et Virgin Atlantic représentent 22.500 emplois. Depuis deux mois et la crise du Covid-19, EasyJet a accumulé les déboires : tentative avortée de son principal actionnaire d'évincer l'encadrement en raison de désaccords stratégiques, retombées d'une cyberattaque qui a concerné les données de 9 M de clients, et licenciements. Le directeur général d'EasyJet, Johan Lundgren, a déclaré jeudi que la période était difficile pour la compagnie aérienne et qu'il prenait des décisions difficiles. Ainsi, EasyJet a également annoncé qu'elle devrait réduire sa flotte de 51 appareils d'ici la fin 2021 - essentiellement par des reports de commandes - pour un total de 302. L'industrie du transport aérien ne s'attend pas à un rétablissement du marché avant 2 ou 3 ans, malgré le redémarrage progressif de la compagnie à compter du 15 juin. Dans ce contexte, la décision du gouvernement britannique de mettre en place une quatorzaine à partir du 8 juin est très mal vécue par les compagnies aériennes.

283M£ de crédits supplémentaires en faveur des bus et des tramways – Le Ministre des transports, Grant Shapps, a annoncé de nouveaux financements (254M£ pour les bus et 29M£ pour les tramways) afin d'augmenter l'offre de transport en commun et, ce faisant, faciliter le respect de la distanciation physique. Bien que ces crédits soient destinés à accroître la fréquence de l'offre en service, le Ministre a rappelé que le réseau de transport ne fonctionnerait qu'à un cinquième de sa capacité habituelle et qu'il convenait d'éviter les transports en commun dès que possible. Concrètement, ce financement devrait permettre d'adapter les véhicules, de procéder à des nettoyages en profondeur et de fournir du gel hydro-alcoolique. Grant Shapps a enfin annoncé qu'à partir du 1^{er} juin, des volontaires, appelés « *Journey Makers* » (faiseurs de voyages) en référence aux « *Games Makers* » des Jeux olympiques de Londres de 2012, porteraient main forte à la police des transports (*British Transport Police*) afin de gérer les flux de passagers dans les gares.



Copyright – tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du service économique régional de Londres (adresser les demandes à : londres@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité – le service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Veille rédigée par Pauline MAZURIER-NOLIN (industrie, transports), Gautier HOUEL (climat, énergie, environnement), Hugo Cornuel (stagiaire) et Christian Fatras (chef de pôle)

